

32020

Distr. : LIMITEE

CEA/TNG/CDSR /CIE/XIV /8/Rev.1  
30 juin 1998

FRANÇAIS  
Original : FRANÇAIS/ARABE



**NATIONS UNIES**

**COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

---

*CENTRE DE DEVELOPPEMENT SOUS-REGIONAL  
(CDSR-Afrique du Nord)*

Quatorzième réunion du Comité intergouvernemental  
d'experts

Tanger (Maroc)  
26 -30 juin 1998

**RAPPORT DE LA QUATORZIEME REUNION DU COMITE  
INTERGOUVERNEMENTAL D'EXPERTS**



Distr.: LIMITEE

CEA/TNG/CDSR/CIE/XIV/8/Rev.1/Corr.1  
30 juin 1998

Original: FRANÇAIS/ARABE

NATIONS UNIES

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

---

CENTRE DE DEVELOPPEMENT SOUS-REGIONAL  
POUR L'AFRIQUE DU NORD (CDSR)

RAPPORT DE LA QUATORZIEME REUNION DU COMITE  
INTERGOUVERNEMENTAL D'EXPRTS

**Rectificatif**

Page 11, paragraphe 52

Remplacer le paragraphe par le texte ci-après:

Le Coordonnateur Résident du SNU au Maroc a estimé que la distinction entre dette bilatérale et dette multilatérale était pertinente, car si la dette bilatérale fait actuellement l'objet de mesures d'allégement et de restructuration, il n'en va pas de même avec la dette multilatérale, dont le poids et la gestion se révèlent, en conséquence plus préoccupants. Il a indiqué que, à priori, le PNUD, à travers son bureau régional pour les pays arabes pourrait être intéressé par une participation au séminaire dont le Centre propose l'organisation. Le Coordonnateur Résident du SNU au Maroc a rappelé certaines expériences porteuses en matière d'allégement de la dette, notamment, l'initiative HIPIC de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International appuyée par certaines institutions de financement internationales telles que le FIDA et qui ont abouti à des résultats intéressants dans des pays comme l'Ouganda. Il a invité les Etats membres à se prévaloir, autant que possible, de ces possibilités.

Page 13, paragraphe 63:

Remplacer le paragraphe par le texte ci-après:

Le Coordonnateur Résident du SNU au Maroc a évoqué l'expérimentation dans certains pays, dont le Maroc, d'un système intégré de développement rural. Cette approche a été adoptée par le Système des Nations Unies au Maroc pour la préparation du Cadre d'Assistance des Nations Unies pour le Développement (UNDAF). D'autre part, il a insisté sur le fait que pour assurer la sécurité alimentaire aux familles et ménages, il conviendrait de compléter les politiques de développement rural conçues à l'échelle nationale par des projets ayant directement pour cibles les familles/ménages.

## **I. ORGANISATION ET PARTICIPATION**

1. La quatorzième réunion du Comité intergouvernemental d'experts (CIE) du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique du Nord (CDSR) s'est tenue au Palais Marshan à Tanger (Maroc) du 26 au 30 juin 1998. La réunion a été officiellement ouverte par Dr Ali Abdelaziz Soliman, Premier Sous-secrétaire au Ministère égyptien de l'économie et de la coopération internationale et chef de la délégation égyptienne. M. Bouna Semou Diouf, Représentant Résident du Programme des Nations Unies pour le développement et Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies (SNU) au Maroc a également prononcé une allocution à la cérémonie d'ouverture.
2. Ont participé à la réunion les représentants des Etats membres suivants : Algérie, Egypte, Libye, Maroc, Mauritanie et Tunisie.
3. Ont également participé, en qualité d'observateurs, les représentants des organisations internationales et régionales suivantes : Union du Maghreb Arabe (UMA); Banque islamique de développement (BID) ; Organisation arabe pour le développement agricole (OADA) ; Centre africain de formation et de recherche administratives pour le développement (CAFRAD) ; Association des organisations africaines de promotion commerciale (AOAPC) ; Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ; Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED) ; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).
4. La liste détaillée des participants figure à l'annexe III de ce rapport.

## **II. OUVERTURE** *(point 1 de l'ordre du jour)*

5. Dans son allocution d'ouverture, Dr Ali Abdelaziz Soliman a souhaité la bienvenue au représentant du Wali de la Wilaya de Tanger, Mr Hajoui, aux chefs et membres des délégations présentes, aux observateurs et aux invités. En sa qualité de président sortant du Comité intergouvernemental, il s'est félicité de l'accueil chaleureux réservé aux délégations par le gouvernement de S.M le Roi Hassan II du Maroc et les autorités de la Wilaya de Tanger, dont le soutien et l'appui au Centre sont traditionnels. Il a rendu hommage à l'ancien Directeur parti à la retraite et souhaité la bienvenue au nouveau, M. Ahmed Bahri. Il s'est félicité que ces réunions régulières du CIE offrent une plate-forme privilégiée, où des responsables ou experts peuvent procéder à des échanges de vue et d'expériences sur des thèmes prioritaires, s'engager sur des objectifs communs et soutenir des programmes et des activités sur des questions qui reflètent les priorités des pays membres. Il a formulé le souhait que le travail du Comité contribue au renforcement des liens de solidarité entre les pays de la région et remercié la CEA pour les efforts qu'elle déploie dans ce sens.
6. Dans sa déclaration, M Bouna Semou Diouf, Représentant Résident du Programme des Nations Unies pour le développement et Coordonnateur Résident du SNU au Maroc a tout d'abord salué les efforts inlassables de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) en faveur de l'intégration économique du continent, relayée par ses Centres de développement sous-régionaux au niveau des différentes sous-régions de l'Afrique. Il a fait remarquer que l'Afrique était un continent en marche et plein de promesses, bien que cet aspect soit souvent occulté par

l'image d'un continent bouleversé et politiquement instable, en proie à la prolifération des conflits armés, les énormes pertes en vies humaines et les mouvements massifs de réfugiés et de personnes déplacées. Malgré tout, la performance économique de l'Afrique s'était améliorée, avec toutefois d'importantes disparités entre les pays. Ainsi 30 pays africains, représentant 61 % de la population de la région, ont enregistré une croissance positive de leur revenu par habitant. Mais il est clair aussi que des difficultés de taille subsistent, notamment au niveau du fardeau de la dette, qui contribue à décourager les flux d'investissements nationaux et étrangers.

7. Le Coordonnateur Résident du SNU a noté que le défi posé par la tendance à la mondialisation économique restait majeur sous plusieurs regards. L'Afrique n'a jusqu'à présent pas encore réussi à tirer pleinement profit des possibilités offertes par l'expansion des échanges internationaux, l'interdépendance des entreprises, les technologies de l'information, les courants d'investissements et les flux financiers vers les pays en développement. Cet état de marginalisation, exacerbé par l'insuffisance de mesures visant à résoudre le problème de la dette, qui continue de paralyser l'Afrique, appelait par conséquent une action résolue pour dynamiser l'activité économique, essentiellement par le développement de l'industrie et de l'agriculture et les investissements dans des activités de renforcement des compétences et des capacités humaines.

8. M. Diouf a évoqué l'Initiative spéciale du Système des Nations Unies pour l'Afrique qui vise à maximiser l'appui aux efforts de développement du Continent à travers notamment la mise en place de mesures novatrices visant à améliorer la coopération, et à accroître l'efficacité de l'aide. Cette initiative, fondée sur une démarche ciblée et flexible afin de répondre aux besoins spécifiques de chaque pays, axe ses efforts dans des domaines clés tels que la sécurité alimentaire et l'accès à l'eau, la mobilisation des ressources et la bonne gouvernance. Le but ultime de ces efforts est d'aider les pays du Continent à améliorer les moyens d'existence de leurs populations, à augmenter leur productivité, à améliorer les conditions pour les investisseurs et à mettre en place les conditions nécessaires pour un développement économique et social durable.

9. Le Coordonnateur Résident du SNU a conclu en notant que les thèmes inscrits à l'ordre du jour de la réunion rejoignent et se trouvent au Centre des préoccupations majeures identifiées par l'Equipe des Nations Unies au Maroc et retenues, dans le cadre du Système des Nations Unies, pour l'élaboration d'un Plan-cadre pour l'Assistance au Développement. Il a formulé le souhait que les résultats des travaux du Comité puissent servir à re-situer ces problématiques dans leur dimension sous-régionale, régionale, voire globale, mais également à identifier des modalités pratiques pour la promotion de la coopération et de l'intégration économiques au niveau des pays de la sous-région.

10. Dans sa déclaration, le Directeur du Centre, M. Ahmed Bahri, a exprimé sa profonde gratitude au gouvernement du Royaume du Maroc ainsi qu'aux autorités de la ville de Tanger pour l'hospitalité donnée au Centre par la ville de Tanger et le Royaume du Maroc et remercié les délégués et observateurs présents pour leur participation aux travaux de la présente session du CIE. Il a précisé que les réunions du CIE sont désormais annuelles, alors que la Commission ne se réunit plus en Session ordinaire que tous les deux ans, en alternance avec la Conférence des Ministres des Finances et des Gouverneurs des Banques Centrales du Continent. Il a informé le Comité que la Mauritanie est désormais couverte par le Centre.

11. Le Directeur du Centre a constaté que la performance économique de l'Afrique du Nord s'était améliorée en 1996-1997, après une stagnation durant la période 1991-1995. Toutefois, celle-ci reste encore insuffisante au regard des besoins et des ressources potentielles de la sous-région. La tendance à la reprise est fragilisée par des incertitudes relatives à l'évolution des principales exportations, en particulier celles du pétrole, certaines tensions politiques et sociales au sein de la sous-région ainsi que par le poids de l'endettement extérieur.

12. L'orateur a fait remarquer que l'un des instruments essentiels des stratégies de développement à mettre en œuvre est l'intégration économique régionale, afin de desserrer les contraintes économiques auxquelles sont soumis les pays de la sous-région pris individuellement. Cela suppose la réalisation des objectifs intermédiaires suivants : la convergence des politiques économiques et monétaires ; le développement des infrastructures régionales ; le développement de la production avec les liaisons intersectorielles suffisantes ; la libéralisation des échanges, l'élargissement des marchés au cadre sous-régional et enfin le renforcement des institutions régionales. Sans une volonté politique suffisante pour soutenir le processus, tout cela sera voué à l'échec.

13. Le Directeur a conclu son allocution en soulignant que le but de la réunion du CIE était d'examiner les études entreprises par le Centre et d'en tirer des propositions réalistes à soumettre aux gouvernements de la sous-région et aux organisations intergouvernementales qui pourraient s'en inspirer pour lancer des initiatives pour renforcer le processus de coopération et d'intégration économiques au bénéfice des pays et des peuples de l'Afrique du Nord et de l'Afrique dans son ensemble.

### **III. ELECTION DU BUREAU** *(point 2 de l'ordre du jour)*

14. Après rappel de la procédure traditionnelle convenue d'élection du Bureau, le Comité a élu son bureau comme suit :

Président : Maroc

Vice-président : Algérie

Rapporteur : Libye

### **IV. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET ORGANISATION DES TRAVAUX** *(point 3 de l'ordre du jour)*

15. Le Comité a adopté l'ordre du jour tel qu'annexé au présent rapport.

## V. RAPPORT SUR LES ACTIVITES DU CENTRE *(point 4 de l'ordre du jour)*

### 4.1. Suivi des recommandations de la 13ème session du CIE

16. Le Secrétariat a introduit le document CEA/TNG/CDSR/CIE/XIV/2 relatif aux recommandations de la 13ème session du CIE et aux actions de suivi prises par le Centre. Les principales recommandations étaient : (i) Création d'un Centre sous-régional pour la formation aux techniques modernes d'irrigation en Afrique du Nord ; (ii) le renforcement de la coordination entre les différents organismes internationaux dans la lutte contre le fléau de la désertification ; (iii) l'établissement d'une base de données sous-régionale sur les transports et la mise à la disposition de la Commission des moyens financiers et techniques nécessaires à l'édification de cette base ; (iv) l'examen, par les Etats membres, des possibilités d'une contribution aux activités opérationnelles du Centre ; (v) l'approfondissement de la réflexion sur les modalités d'un renforcement de la Coopération régionale dans le domaine du commerce et des paiements.

17. En ce qui concerne la recommandation (i), il est apparu, après consultation avec diverses parties que dans la situation présente, il ne pouvait être envisagé de créer un Centre supplémentaire, en plus des Centres existants. Tout au plus, il est possible de donner une vocation internationale à un des Centres existants dans la sous-région (Maroc, Egypte). Compte tenu de l'importance et de l'intérêt de l'irrigation, l'Egypte a suggéré la tenue d'un séminaire sur le sujet. Parmi les donateurs potentiels contactés, l'Agence espagnole pour la Coopération internationale et le conseil supérieur de la recherche scientifique espagnol ont montré de l'intérêt pour coopérer sur le plan scientifique. Cependant, le financement d'une telle réunion aurait été plus facile à mobiliser si une requête nationale pouvait être faite par le pays hôte au PNUD. C'est pourquoi, un projet de document a été préparé par le Secrétariat et soumis aux Autorités égyptiennes pour examen et suite à donner.

18. S'agissant de la recommandation (ii), un document de projet pour la conservation des steppes des zones arides du Nord de l'Afrique a été élaboré, en coopération avec le Centre de Recherche sur les zones arides du Sud Est d'Espagne à Almeria (Espagne). Ce document a été présenté au cours de la présente session.

19. La suite donnée à la recommandation (iii) a consisté, pour la CEA, à mobiliser des fonds, en particulier avec le soutien de la Coopération Bilatérale Belge, pour engager les études préliminaires relatives au projet de Banque régionale de données des transports (BRDT), dont le projet spécifique à l'Afrique du Nord est une composante. Ces études ont notamment porté sur : i) l'objectif, la portée, la matrice et le schéma opérationnel du projet BRDT ; ii) le renforcement des ressources humaines dans le secteur des transports et iii) la mise en œuvre et le pilotage des interventions nouvelles. Le document intitulé « **Note sur les développements essentiels à promouvoir par la CEA dans le cadre du projet BRDT et pour le renforcement des ressources humaines du secteur des transports** » contient une synthèse de ces études. Il conviendrait que chaque Etat membre remette un descriptif sur son plan d'élaboration et d'exploitation d'une banque de données ainsi que les documents représentatifs de leurs statistiques sous-sectorielles (tel qu'annuaire statistique...). Sur cette base pourraient être émises des recommandations sur la mise en place d'un tronc commun d'efforts et sur les échanges d'expériences à promouvoir.

20. En ce qui concerne le point (iv), compte tenu des contraintes financières, le Centre a décidé de regrouper les séminaires inscrits au budget régulier, sur financement extra budgétaire, et de les tenir en même temps que cette session du Comité intergouvernemental d'experts. Il s'agit du séminaire sur la Sécurité alimentaire, figurant au point 6.3 de l'ordre du jour.

21. Enfin, en rapport avec la recommandation (v), le Centre se propose de suivre cette question avec une attention particulière donnée aux divers accords et/ou négociations commerciales en cours dans tous les pays de la sous-région. Il est néanmoins nécessaire de définir un mandat clair et le champ de l'étude à mener en vue de faciliter l'identification des propositions acceptables collectivement aux pays membres. A cet effet, il serait utile de faire appel aux institutions concernées, en particulier l'UMA, la CNUCED et l'OMC, pour organiser, en collaboration avec le Centre, un atelier pour les décideurs et les opérateurs du secteur privé, en vue d'élaborer des stratégies et mécanismes pour la coordination et l'harmonisation des politiques commerciales, monétaires et financières en Afrique du Nord. C'est dans ce cadre que le Centre a élaboré un projet de document couvrant tous les aspects du commerce sous-régional.

22. Dans la discussion qui a suivi, des délégations ont noté des progrès dans la décentralisation de la CEA, comme annoncé par le Secrétaire Exécutif. Elles souhaitent que ces efforts continuent, avec, en particulier, la décentralisation des Conseillers régionaux, pour renforcer le potentiel intellectuel des Centres sous-régionaux. Elles ont également relevé un meilleur suivi de leurs recommandations.

23. Les délégués ont invité les Etats membres à se faire représenter par des délégations plus fournies en nombre et en expertise pour mieux couvrir l'ensemble des points de l'ordre du jour. Ils ont également invité la CEA à tenir plus de réunions sectorielles dans les pays.

24. Des intervenants ont insisté sur la nécessité d'établir des priorités dans les projets et programmes, compte tenu des ressources limitées. Ils ont également invité les pays membres à participer financièrement ou en nature, dans la mesure du possible, à la mise en œuvre des projets. Ils ont invité la CEA à faire appel à l'expertise disponible dans la sous-région.

#### **4.2 Activités opérationnelles**

25. Dans le cadre de ce point de l'ordre du jour relatif aux activités opérationnelles du Centre, le Secrétariat a présenté cinq projets conçus dans les domaines suivants : (i) gestion des politiques commerciales en Afrique du Nord ; (ii) Etude des perspectives à long terme ; (iii) Protection des steppes nord-africaines ; (iv) Formation aux compétences de leadership ; (v) irrigation.

26. Le document présenté résume des données de base, les motivations, les objectifs, les apports attendus et les activités envisagées dans ce cadre ainsi que les besoins de financement et les donateurs potentiels.

27. Les discussions qui ont suivi ont porté sur les points suivants :

- (i) *Les priorités* : tous les projets présentés ont retenu l'attention et l'appui du Comité. Ce dernier a cependant demandé d'établir des thèmes prioritaires en fonction des besoins de la sous-région. C'est ainsi que le projet sur l'étude des perspectives à long terme a été considéré comme central et urgent à lancer. Les résultats d'une telle étude devraient inspirer les choix des politiques économiques et sociales, orienter la réflexion et la formulation d'autres projets allant dans le sens de l'intégration des économies des pays de la région, l'harmonisation des politiques dans la sous-région et permettre, par ailleurs, d'affiner les termes de référence des différentes études. Les participants ont examiné avec intérêt le projet d'étude sur la coopération commerciale entre les pays membres et l'augmentation de la part de l'Afrique dans le commerce international. Malgré l'importance de cette activité, ils ont exprimé le souhait que cette étude se concentre sur les mesures existantes en vue de la création d'une zone de libre échange entre les Etats membres, et en particulier sur les efforts de la Ligue arabe, ainsi que sur les accords bilatéraux conclus entre les Etats, notamment l'Egypte, la Tunisie et le Maroc. Les délégués ont également souligné l'importance du recours à la coopération avec l'OMC, le CCI, la CNUCED et d'autres institutions internationales spécialisées dans le domaine pour l'élaboration de cette étude. Ils ont insisté sur la nécessité de mettre à contribution les experts de la sous-région, en vue de tirer profit des études existantes, de l'expérience concrète de terrain, ce qui entraînerait une diminution du coût.
- (ii) *Partenariat et financement* : Des clarifications ont été demandées par le Comité pour s'assurer que la nécessaire coordination avec d'autres institutions comme l'UMA, la CNUCED, la Ligue Arabe a lieu pour éviter la duplication des efforts. Des informations ont été demandées sur les contacts avec les bailleurs de fonds.
- (iii) *Le rôle du Centre* dans le processus de réalisation des projets a été évoqué. Le Secrétariat a indiqué que les projets présentés étaient des cadres pour encourager les Etats membres à s'engager davantage dans la voie de l'intégration. Le Centre joue également un rôle de catalyseur d'échange d'information et d'expériences.
- (iv) *Projet irrigation* : La délégation égyptienne a réitéré son offre d'organiser le séminaire proposé au Caire (Egypte), dans la mesure où l'Egypte a accumulé une expérience considérable dans le domaine des techniques d'irrigation, qu'elle souhaiterait partager avec les autres pays. La délégation marocaine a estimé que les thèmes du séminaire devraient également inclure les questions relatives à la conservation de l'eau, l'accès à l'eau potable et les barrages. La délégation égyptienne a indiqué que son pays a déjà soumis au PNUD un projet de document sur le financement partiel du séminaire sur l'irrigation, précisant que l'appui logistique était déjà prévu dans le cadre du programme quinquennal à conclure avec le gouvernement et qu'il conviendrait de rechercher d'autres sources de financement. L'Egypte est disposée à couvrir la majorité des coûts locaux du séminaire, y compris ceux du lieu du séminaire, l'interprétation, le secrétariat, les experts locaux et le transport local. Il a invité les Etats membres à contribuer aux frais locaux de déplacement de leurs délégués et à la CEA à user de ses bons offices auprès du PNUD en vue d'assurer un financement complémentaire.



## V. RAPPORT SUR LES TENDANCES ECONOMIQUES ET SOCIALES EN AFRIQUE DU NORD *(point 5 de l'ordre du jour)*

28. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a examiné le rapport de synthèse sur la situation macro-économique dans les sept pays de la sous-région d'Afrique du Nord pendant la période biennale 1996-1997. L'analyse est très sélective quant aux domaines couverts puisqu'elle se base sur la nouvelle méthodologie proposée par la Commission Economique pour l'Afrique (CEA) pour l'étude de la situation économique et sociale en Afrique. Cette nouvelle approche conçoit l'étude en deux parties. La première traite de la politique macro-économique et des indicateurs sociaux, tandis que la seconde porte sur les problèmes essentiels et d'actualité concernant le développement de la région.

29. Le rapport de synthèse émane de rapports plus détaillés qui couvrent le domaine traditionnel des études économiques et sociales, pour chacun des pays visité par le personnel du CDSR durant les mois de novembre et décembre 1997 : Algérie, Egypte, Maroc, Mauritanie, Soudan et Tunisie.

30. L'idée générale dégagée de l'évaluation est celle du redressement économique et de la consolidation des efforts entrepris par tous les pays de la sous-région au début des années 90. La croissance du PIB sous-régional a été de l'ordre de 3 % en 1996-97, contre 1,5% en moyenne par an durant la période 1991-1995. Même dans les pays qui connaissent des conditions très difficiles, on assiste à une prise de conscience croissante de la nécessité de mettre en œuvre les réformes macro-économiques efficaces. Cet engagement global des gouvernements des pays de la sous-région d'Afrique du Nord est à l'origine de la plupart des résultats positifs qui se manifestent, notamment par la croissance du PIB, la maîtrise des tendances inflationnistes, la réduction des déficits, etc.

31. On note également une prise de conscience accrue de la nécessité de poursuivre et d'approfondir le processus de manière à traiter et à surmonter les problèmes structurels tels que la dette, la privatisation, la mise à niveau du secteur public, la création d'emplois, la consolidation des marchés financiers, le développement des infrastructures et la création des conditions favorisant la diversification et la compétitivité.

32. Le Comité a noté des progrès évidents dans la méthodologie du rapport. Certaines données méritent toutefois une mise à jour. Le Comité a estimé que, dans la mesure du possible, les données utilisées pour la préparation du rapport soient de sources nationales de manière à mieux refléter l'appréciation des réalités sociales et économiques nationales. Il a indiqué qu'à l'avenir, le Rapport devrait couvrir tous les pays, au besoin à l'aide de questionnaires si les missions s'avéraient impossibles à organiser, et contenir des propositions susceptibles de profiter aux pays membres.

33. Par ailleurs, le Comité a recommandé de compléter l'analyse des tendances sociales et économiques par des propositions d'action à l'intention des Etats membres pour corriger les insuffisances. De ce point de vue, il conviendrait d'être attentif à l'évolution des indicateurs sectoriels et sociaux, tels que l'agriculture, les hydrocarbures, l'emploi, etc. en tenant compte, entre autres, de l'influence exercée par les facteurs non contrôlés ou extérieurs. Le Comité a

estime que l'analyse devrait également faire ressortir le comportement des secteurs économiques moins sensibles aux aléas climatiques et à la conjoncture extérieure. Il recommande que le rapport annuel sur les résultats économiques et sociaux traite la question de la dette qui constitue une préoccupation majeure pour les pays membres.

34. Concernant le chapitre spécial consacré au thème « Femmes et développement », le Comité a relevé la nécessité de le rééditer pour mieux refléter la réalité dans les pays, en reformulant ou en éliminant les parties incriminées.

35. Le Comité suggère que des nationaux contribuent à l'élaboration des rapports-pays, ce qui rejoint la proposition du Centre de recruter des correspondants locaux qui seront chargés, sur une base régulière, de collecter et analyser les informations pour les communiquer au Centre et, au besoin, rédiger les rapports-pays.

## **VI. QUELQUES QUESTIONS D'INTERET POUR LA COOPERATION ET L'INTEGRATION REGIONALES** *(point 6 de l'ordre du jour)*

### **6.1 Questions du Genre**

36. Le secrétariat a introduit ce point de l'ordre du jour, en donnant un bref aperçu de l'évolution du concept Genre et informé le Comité des initiatives de la CEA pour que le discours sur le Genre se transforme en plate-forme d'action, en objectifs à réaliser et en résultats concrets. Cette tâche revient au CAF qui, au sein de la CEA, coordonne la question Femme, qui est un thème transversal.

37. Ainsi, depuis la restructuration de la CEA en 1996, le CAF a été érigée en une Division avec un pouvoir de négociation et de prise de décision plus important. Les objectifs du CAF sont:

- suivre et soutenir les Etats dans la mise en œuvre des plates-formes d'action de Dakar et de Beijing ;
- mettre en place un Centre de référence et d'information sur les femmes en Afrique;
- développer les capacités, identifier les expertises africaines pour les mettre au profit des Etats membres ;
- initier et soutenir les programmes de développement dans les pays en crise ;
- intégrer l'approche genre dans les programmes de la CEA.

38. Dans le cadre de son programme de leadership et de renforcement des capacités en Afrique, le CAF a organisé, du 16 au 18 juin 1997, une réunion technique sur les réseaux d'appui aux programmes visant l'élimination des inégalités entre hommes et femmes en Afrique. Par ailleurs, le CAF organise actuellement des réunions sous-régionales sur le suivi de la mise en œuvre de la Plate-forme d'action de Dakar. La réunion pour l'Afrique du Nord est prévue en

octobre 1998. Enfin il est à rappeler que le CAF a organisé la Conférence internationale sur le thème « Femmes africaines et développement économique : investir dans notre avenir » à l'occasion du 40ème anniversaire de la CEA et a programmé la tenue de la 6ème conférence régionale sur les femmes pour la revue à mi - parcours de la Plate-forme d'action mondiale de Beijing en 1999.

39. Les débats ont été axés sur deux points principaux :

- Les relations du CAF avec les institutions nationales ou régionales comme le CREDIF en Tunisie ou le Centre de recherche et planification en Egypte ;
- la maîtrise du concept « Genre » dans les différents pays d'Afrique du Nord.

40. Le Comité a estimé qu'il serait souhaitable que des relations de partenariat soient établies entre le CAF et les institutions nationales œuvrant pour l'intégration de l'approche Genre dans les divers programmes en matière d'intégration de la Femme dans le développement et de promotion de son statut.

## **6.2 Gestion de la dette extérieure**

41. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a examiné le document CEA/TNG/CDSR/CIE/TV/5 intitulé « Dette des pays d'Afrique du Nord : Rapport de synthèse et projet de termes de référence ». Ce rapport a été élaboré à la demande de la 12ième session du CIE (Tanger, 16 mars 1995), relative à l'organisation d'un séminaire de haut niveau sur la gestion des dettes extérieures en Afrique du Nord.

42. Ce rapport propose la tenue de ce séminaire en 1998 ou 1999. Il en définit l'ordre du jour provisoire et les modalités d'organisation sur la base des suggestions déjà reçues des pays. L'ordre du jour soumis à la discussion résulte des conclusions et recommandations des missions entreprises en 1996 et 1997 dans quelques pays de la région (Tunisie, Maroc, Egypte et Mauritanie) pour passer en revue les données et les politiques économiques relatives à la dette extérieure et sa gestion. Les rapports de ces missions ont été utilisés pour la rédaction d'une partie du rapport.

43. La dette et son service des pays d'Afrique du Nord ont connu une forte croissance depuis les années 1970 et une stabilisation, et dans certains cas, une diminution, à partir des années 90 sous l'effet des mesures de rééchelonnement et/ou d'annulation de dette dont ont bénéficié certains pays. Du point de vue de son niveau, de son poids et de sa structure, la dette nord-africaine est très diversifiée. On y trouve des pays à revenus moyens, à revenus moyens inférieurs et à bas revenus qui sont modérément ou lourdement endettés.

44. En dépit des situations variées en matière d'endettement, les besoins sont semblables en matière de coopération et d'assistance technique pour le renforcement des capacités de gestion de la dette. Les pays de la sous-région disposent de capacités de type général, surtout dans les Universités, pour la formation dans des domaines concernés par la politique et la gestion de la dette. Des formations spécialisées sont données à travers des stages nationaux ou à l'étranger.

Cependant, pour traiter de la gestion de la dette et du risque financier, des formations spécialisées supplémentaires, en particulier dans le domaine des swaps et autres techniques financières nouvelles sont probablement nécessaires.

45. Un besoin apparaît aussi pour l'amélioration et la maintenance des bases de données sur la dette. Il faut prendre en charge : l'appui aux compétences informatiques existantes et leur perfectionnement ; la meilleure connaissance des possibilités des progiciels existants en matière de dette (mis au point par la CNUCED, la Banque mondiale, le Secrétariat du Commonwealth et les organismes nationaux). A cet égard, le Comité recommande que des missions soient organisées par la CEA et la CNUCED en vue d'une évaluation exacte des besoins en logiciels de gestion de la dette.

46. Les pays membres ont montré un intérêt certain pour l'échange d'expériences entre eux et l'organisation de séminaires communs. Le Comité a estimé utile l'organisation par la CEA et la CNUCED de visites de travail et souhaité des discussions communes sur des thèmes tels que : problématique de la dette dans les pays à revenu intermédiaire, gestion du risque, étude des possibilités des méthodes et instruments existants, traitement informatique de la dette, développement de la formation spécialisée.

47. Les délégations ont donné des informations supplémentaires en matière de gestion de la dette par leurs pays respectifs. La Tunisie n'a pas eu à rééchelonner sa dette ; elle s'est efforcée de soumettre le recours à la dette extérieure aux règles de conciliation entre l'utilisation de ces ressources et la capacité du pays à les rembourser dans des conditions préétablies avec les partenaires internationaux. Les autres pays ont eu à restructurer leur dette. Certains ont obtenu un allègement de leur dette par voie d'annulation partielle (Egypte, Mauritanie). Des conversions de dette au profit du développement ou en investissements ont été mises en œuvre dans plusieurs pays (Egypte, Maroc, Tunisie).

48. Il existe des règles générales de gestion de la dette, mais leur application doit tenir compte de la spécificité de chaque pays. Pour certains, comme la Mauritanie et le Soudan, une grande contrainte reste le problème de la dette multilatérale qui ne pouvait faire l'objet ni de rééchelonnement ni d'annulation. La nouvelle initiative FMI/Banque mondiale de réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE) innove en examinant pour la première fois des scénarios d'allègement de la dette multilatérale. Cependant, une fois qu'un pays bénéficie de l'Initiative, il risque de ne plus pouvoir dans l'avenir, de recourir au rééchelonnement de sa dette.

49. L'Algérie, qui axe ses efforts sur un vaste programme de restructuration industrielle actuellement en cours, n'a pas estimé nécessaire de reconduire l'accord avec le FMI pour le soutien du Programme triennal 1995-1998 de stabilisation et d'ajustement qui a pris fin en mai 1998, compte tenu des résultats macro-économiques enregistrés. Ceux-ci, bien qu'encourageant, demeurent cependant fragiles au regard de leur dépendance vis-à-vis du prix des hydrocarbures et des conditions climatiques qui sont difficilement maîtrisables et rendent difficile toute prévision précise.

50. Le délégué de l'Egypte a présenté l'expérience de son pays en matière de gestion de la dette. Celle-ci se heurte dans plusieurs pays à l'absence d'informations suffisantes et pertinentes. Le manque de statistiques fiables et disponibles au moment opportun limite les capacités à

négozier avec les créanciers. Au cours des dix dernières années, le système mis en place a permis d'ajuster la demande en crédits aux besoins du plan de développement économique et social. La revue de la situation d'endettement a permis aussi de négocier de meilleures conditions. La responsabilité de négocier les emprunts publics, du suivi ainsi que les conditions faites au secteur privé relèvent de la banque centrale.

51. Le Comité a estimé que la disponibilité de données statistiques fiables est essentielle pour une gestion adéquate de la dette et noté avec satisfaction l'adoption, par des pays membres, de systèmes de gestion informatique de la dette. Certains ont conçu leur propre système, tandis que d'autres utilisent le logiciel DMFAS, mis au point par la CNUCED.

52. Le Coordonnateur Résident du SNU au Maroc a estimé que la distinction entre dette bilatérale et dette multilatérale était pertinente, car si la dette bilatérale fait actuellement l'objet de mesures d'allégement et de restructuration, il n'en va pas de même avec la dette multilatérale, dont le poids et la gestion se révèlent, en conséquence plus préoccupants. Il a indiqué que, a priori, le PNUD, à travers son bureau régional pour les pays arabes pourrait être intéressé par une participation au séminaire dont le Centre propose l'organisation. Le Coordonnateur Résident du SNU au Maroc a rappelé certaines expériences porteuses en matière d'allégement de la dette, notamment, l'initiative HIPIC de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International appuyée par certaines institutions de financement internationales telles que le FIDA et qui ont abouti à des résultats intéressants dans des pays comme l'Ouganda. Il a invité les Etats membres à se prévaloir, autant que possible, de ces possibilités.

53. Le Comité a souligné l'intérêt du rapport et demandé que l'étude sur la dette des pays d'Afrique du Nord soit complétée en vue de l'organisation en 1999, par le Centre, du séminaire sur la gestion des dettes dans la sous-région, avec l'appui du siège de la CEA, de la CNUCED, du PNUD et des organisations internationales concernées et intéressées.

54. Environ 50 à 60.000 dollars devront être mobilisés auprès des bailleurs de fonds pour son organisation. Dans l'hypothèse où ces fonds ne pourraient pas être réunis dans l'intervalle, chaque Etat et les organisations internationales concernées financeront leur propre participation. La réunion se tiendra au siège du Centre, sauf si un pays proposait de l'abriter.

### **6.3 Sécurité alimentaire, population et environnement : Vers un cadre de politique sous régionale**

55. Le Secrétariat a introduit ce point, en s'inspirant des rapports des d'études portant sur (i) l'impact des politiques agricoles et commerciales sur la sécurité alimentaire et le développement durable ; (ii) les implications du régime foncier et des politiques d'utilisation de la terre sur la sécurité alimentaire et le développement durable ; (iii) l'importance socio-économique et l'impact sur l'environnement de la végétation ; (iv) les politiques en matière de population, d'environnement et de développement durable ; (v) l'évaluation des ressources de la pêche ; et (vi) l'investissement dans la science et la technologie pour assurer un développement durable.

56. Concernant l'impact des politiques agricoles et commerciales sur la sécurité alimentaire et le développement durable, le constat est que les disponibilités alimentaires par pays sont actuellement à leurs meilleurs niveaux, depuis le début des années 60. Cependant, des symptômes

d'insécurité subsistent pour certains groupes vulnérables de la population et les taux d'autosuffisance en denrées alimentaires sont pratiquement tous à la baisse, en raison notamment de la faible croissance de la production agricole, la croissance démographique et la dégradation de l'environnement. Par ailleurs, l'étude a révélé que les mesures des programmes d'ajustement avaient montré leur limite et, dans la plupart des cas, ont eu des effets négatifs sur la sécurité alimentaire. L'analyse débouche sur les conclusions suivantes:

- l'ajustement économique permet de rendre les économies performantes, globalement, mais risque de s'accompagner de l'exclusion de larges couches pauvres.
- les pays doivent adapter leur coopération avec l'Union européenne (UE), dans les domaines d'intérêt commun : migrations, délocalisation industrielle, garantie des ressources d'approvisionnement énergétiques, accès aux marchés.
- compte tenu de l'inexorable mondialisation des échanges et des limitations budgétaires des pays de la sous-région, ils devraient réfléchir aux possibilités de promouvoir la coopération horizontale dans le cadre d'accords de libre-échange.

57. Dans le cadre de l'examen des implications du régime foncier sur la sécurité alimentaire, le Secrétariat a souligné que la réforme de statut foncier est une préoccupation pour la plupart des pays de la sous-région ; peu de recherches et d'échanges d'expériences ont été réalisés dans ce domaine. A cet égard il a été proposé d'étudier: (i) l'incidence des politiques économiques et sectorielles sur le système de production, leur performance et leur durabilité, (ii) les effets de l'environnement institutionnel sur l'efficacité et la viabilité de système d'exploitation des ressources et (iii) l'impact du régime et des structures foncières en place sur l'exploitation rationnelle des ressources.

58. La dégradation continue de la végétation est un autre facteur qui a des effets néfastes sur la qualité et la stabilité de l'environnement, donc sur la qualité de vie et sur la santé de la population. Actuellement la disparition du couvert forestier porte sur plus de 200 mille ha annuellement alors que le reboisement n'est que de 50 à 60 mille ha. Des mesures de conservation ont été suggérées : (i) promotion d'une véritable culture de conservation du couvert végétal, (ii) amélioration de l'interaction et de l'efficacité des programmes de lutte contre les causes de la dégradation végétale et (iii) stimulation de la coopération internationale, dans des thèmes prioritaires pour la conservation du couvert végétal.

59. La délégation égyptienne a exposé l'expérience de son pays en matière de développement agricole et de la réforme des politiques agricoles dans le cadre de l'ajustement. Il a évoqué les progrès réalisés en matière de libéralisation du commerce des récoltes et celle des intrants et leurs effets sur l'accroissement de la production. Il en est de même pour les efforts de rationalisation de l'utilisation des ressources en eau, du reboisement et de la mise à profit des résultats de la recherche scientifique en agriculture comme facteur d'accroissement de la productivité agricole. Elle a invité les pays membres à intensifier l'échange d'expériences dans ces domaines dans la sous-région.

60. Certains participants ont souligné le fait que la protection dont a bénéficié le secteur agricole dans beaucoup de pays complique aujourd'hui son ouverture à la concurrence étrangère,

en raison des difficultés prévisibles d'adaptation à la mondialisation. Pour faire face à cette situation, il y aurait lieu, entre autres, d'assurer aux agriculteurs un revenu suffisant et de leur permettre d'accéder à toute la filière de production, transformation et commercialisation de produits agricoles; veiller à l'introduction de technologies adaptées et transformer la structure agricole, en favorisant certaines cultures ou plantations. Il conviendrait aussi de privilégier la création d'activités plutôt que le soutien au revenu qui a souvent donné lieu à des gaspillages énormes du fait de la difficulté à cibler les populations vulnérables.

61. Des délégués ont estimé que la diversification de la production agricole serait de nature à favoriser la réalisation des objectifs en matière de sécurité alimentaire. Ils ont, d'autre part, constaté que les régimes fonciers constituaient, dans certains cas, un frein à l'investissement agricole, donc à la modernisation du secteur, notamment des petites exploitations.

62. En matière de pêche, le secrétariat a souligné qu'elle contribue d'une manière non négligeable à l'alimentation de la population et au développement socio-économique. Cependant, sa gestion et son exploitation peuvent encore être améliorées. Les discussions ont fait ressortir l'avantage qu'il y aurait d'impliquer plus les petits pêcheurs dans la gestion halieutique, contrairement à la pratique en vigueur. Par ailleurs certains délégués ont souligné la faiblesse de la production halieutique dans leurs pays. Le secrétariat a fait remarquer qu'il serait plus utile dans une première phase d'estimer les ressources existantes avant d'accroître la production. Le secrétariat a souligné le coût excessif de l'aquaculture intensive. Il serait possible de pratiquer celle de type extensif et de développer la pêche artisanale.

63. Le Coordonnateur Résident du SNU au Maroc a évoqué l'expérimentation dans certains pays, dont le Maroc, d'un système intégré de développement rural. Cette approche a été adoptée par le Système des Nations Unies au Maroc pour la préparation du Cadre d'Assistance des Nations Unies pour le Développement (UNDAF). D'autre part, il a insisté sur le fait que pour assurer la sécurité alimentaire aux familles et ménages, il conviendrait de compléter les politiques de développement rural conçues à l'échelle nationale par des projets ayant directement pour cibles les familles/ménages.

64. Le Comité a pris note des conclusions générales des rapports et débats selon lesquelles :

- (i) l'approche Nexus permet d'aborder les questions de développement en mettant l'accent sur les relations entre la sécurité alimentaire, la population, et l'environnement. Le modèle PEDDA (Population - Environnement - Développement socio-économique - Agriculture), conçu par la CEA et en cours d'expérimentation dans trois pays d'Afrique sub-saharienne, sert cet objectif. La réalisation d'une sécurité alimentaire durable nécessite une approche intégrée, dont il conviendrait de s'inspirer et mettre en place des systèmes intégrés, au besoin avec l'appui du PNUD, à travers l'UNDAF.
- (ii) il conviendrait d'assurer une place importante au développement et à l'application de la science et la technologie qui font partie intégrante de domaines liés au nexus. L'agriculture, la population et l'environnement ont tous une composante dominante de science et technologie et l'investissement dans l'utilisation

ponctuelle et rationnelle de cette discipline contribuerait à asseoir les bases d'un développement durable.

- (iii) il serait opportun d'organiser des ateliers ad hoc sur des questions spécifiques ; il revient au Centre de proposer un cadre de concertation et d'échange en matière de législation et de politique foncière.

## **VII. DATE ET LIEU DE LA QUINZIEME REUNION DU CIE [point 7 de l'ordre du jour]**

65. Le secrétariat a introduit la discussion en rappelant les raisons qui ont amené cette session à se tenir aux dates du 26 au 30 juin, au lieu des dates habituelles, précédant le TEPCOW et la session ordinaire de la Commission. Par ailleurs, les réunions se tiennent normalement au siège du Centre, sauf si un Etat membre invite le CIE à tenir sa session chez lui et à faire face à la différence de coût. Certaines délégations ont suggéré d'envisager de tenir des sessions dans d'autres villes du Royaume du Maroc.

66. En conclusion, les sessions prochaines se tiendront aux dates habituelles, précédant celles du TEPCOW ou celles du Comité de Suivi, établi par la CEA, pour siéger en alternance avec le premier. La question de tenir les réunions hors du siège du Centre a été laissée à l'initiative du pays hôte et du Centre, qui procéderont à des consultations préalables.

67. La quinzième réunion du CIE se tiendra en 1999 à une date qui sera fixée après consultation avec les pays membres.

## **VIII. QUESTIONS DIVERSES [point 8 de l'ordre du jour]**

68. Sous ce point ont été abordés :

- le transfert du Centre à Rabat ;
- la nomination du Directeur du Centre ;
- Le nom du Centre.

69. La délégation marocaine a informé le Comité de la situation actuelle et du projet de transfert du Centre à Rabat.

70. Le secrétariat a donné des informations complémentaires et s'est félicité de l'appui et de l'excellente coopération du pays hôte pour résoudre les questions en suspens avant le transfert.

71. La question de la nomination d'un nouveau Directeur du Centre a été soulevée du fait que le directeur actuel doit partir prochainement à la retraite. Les délégations ont exprimé leur étonnement devant les délais trop courts de l'annonce de la vacance de poste du directeur, empêchant leurs gouvernements de disposer d'assez de temps pour encourager et présenter les meilleures candidatures. Elles ont expressément invité le Secrétaire Général à prolonger la durée



de publication du poste. Par ailleurs, elles lui demandent d'envisager la possibilité de maintenir en place l'actuel Directeur, pour les besoins de la continuité du service, jusqu'au recrutement du nouveau Directeur et la passation de la charge.

72. Le chef de la délégation égyptienne a trouvé l'appellation du Centre longue, difficile à prononcer et à mémoriser. Il a proposé le choix d'une appellation expressive en arabe et plus facile à retenir. Le secrétariat a suggéré de soulever cette question à la prochaine réunion ministérielle, dont elle relève.

#### **IX. ADOPTION DU RAPPORT ET CLOTURE DE LA REUNION** *[points 9 et 10 de l'ordre du jour]*

73. Le rapport de la quatorzième réunion du CIE a été adopté le 30 juin 1998.

74. Dans son allocution de clôture, M. Mohamed Laaroussi, Président du Comité, a prononcé, au nom des délégations des pays membres, des mots de remerciement à l'adresse du secrétariat et du personnel technique dont le dévouement a permis le bon déroulement des travaux. Le Comité a rendu un hommage à M. Ahmed Bahri, dont le texte figure à l'annexe IV.

75. Une motion de remerciement à Sa Majesté le roi Hassan II, au Gouvernement et au Peuple Marocains a été lue par le Président du Comité au nom de l'ensemble des participants (Annexe V). Sur ce, il a déclaré la clôture des travaux de la quatorzième réunion du CIE le 30 juin 1998.

---

## **ANNEXE I**

### **RECOMMANDATIONS DE LA 14EME SESSION DU CIE**

Le Comité intergouvernemental d'experts, réuni du 26 au 30 juin 1998 à Tanger, Royaume du Maroc, a pris les décisions et fait les recommandations suivantes:

#### **I. ACTIVITES OPERATIONNELLES**

1. Recommande que le projet sur l'Etude prospective à long terme soit retenu comme priorité pour la sous-région de l'Afrique du Nord et que soit initié dans les meilleurs délais, avec l'appui du Conseiller régional concerné de la CEA, un inventaire de l'expertise, des institutions nationales et internationales impliquées et des études réalisées, suivi d'un séminaire pour dégager les termes de référence du projet. Le PNUD est invité à s'associer et appuyer ce projet.
2. Approuve les projets proposés et fait appel aux donateurs potentiels, en particulier la Banque Africaine de Développement, la Banque Islamique de Développement et le PNUD, pour leur soutien.
3. Demande au Centre d'user de ses bons offices pour trouver le financement complémentaire pour la tenue du Séminaire sur l'irrigation en Egypte.

#### **II. ETUDE DES CONDITIONS SOCIALES ET ECONOMIQUES EN AFRIQUE DU NORD**

1. Recommande que l'étude comprenne une analyse sectorielle pertinente, en particulier, de l'agriculture et de la dette. L'étude devrait dépasser l'analyse des tendances et soumettre des propositions concrètes pour considération par les Etats membres.
2. Les Etats membres devraient continuer à assister le CDSR dans l'organisation des missions de collecte de données, notamment pour l'obtention des autorisations des missions et la fourniture des informations requises.

3. Le CDSR devrait considérer la possibilité d'utiliser un correspondant/consultant national dans chacun des Etats membres, qui assisterait le Centre, sur une base continue, dans la collecte des informations requises.

### **III. QUESTIONS D'INTERET POUR LA COOPERATION ET L'INTEGRATION REGIONALES**

#### **3.1 Questions du Genre**

Le Comité recommande une meilleure intégration de la question du Genre dans les schémas de développement des pays membres, et appelle le CDSR à continuer à considérer ce thème dans ses programmes d'activité.

#### **3.2 Gestion de la Dette extérieure en Afrique du Nord**

Le Comité recommande que l'étude de la CEA sur la dette en Afrique du Nord soit complétée et qu'un séminaire sur le sujet soit organisé en 1999 par le Centre avec l'assistance de la CNUCED, du PNUD, de la BID et d'autres Organisations internationales.

#### **3.3 Sécurité alimentaire, population et environnement : vers un cadre sous-régional**

1. Les Etats membres de l'Afrique du Nord devraient considérer la mise en œuvre d'une "approche Nexus" dans un contexte sous-régional pour aborder les problèmes de sécurité alimentaire, de population et d'environnement en vue d'un développement durable.
2. Considérant la similitude des problèmes de régime foncier, l'échange d'expériences nationales devrait être encouragé.
3. Le CDSR devrait fournir un appui logistique et renforcer son rôle de catalyseur en disséminant les meilleures pratiques dans les domaines de l'agriculture et dans l'utilisation optimale des ressources en eau.
4. Les Etats membres doivent mieux valoriser les ressources halieutiques, en assurant la collecte, l'analyse et la diffusion des données statistiques de base, en réduisant le taux d'exploitation et en renforçant la coopération scientifique entre les pays de la sous-région.

5. Le Comité exhorte les responsables politiques à accorder une attention particulière à la science et technologie, domaine trans-sectoriel, et de lui fournir les ressources nécessaires pour lui permettre de contribuer pleinement au développement durable. Les Etats membres devraient renforcer leur coopération dans le domaine de la recherche scientifique et technologique et son application, dans la sous-région, ainsi que celui de la formation de la main d'œuvre dans les secteurs du Savoir, en vue d'une utilisation optimale des ressources limitées disponibles.

#### IV. GENERALES

Le CIE recommande :

1. La poursuite, par la CEA, de l'effort de renforcement du CDSR, en affectant des conseillers régionaux, de préférence originaires de la sous-région, qui peuvent intensifier les relations entre le Centre et les Etats membres et avec les autres sous-régions.
2. Une pleine participation des Etats membres aux réunions du CIE, à travers des délégations suffisamment nombreuses pour mieux couvrir tous les points de l'ordre du jour, qui font appel à des spécialisations variées
3. La publication, sur une durée suffisante, des annonces de vacance de postes, pour permettre une meilleure circulation et l'identification des meilleures candidatures.
4. La consultation des Etats membres pour le choix du Directeur du CDSR, compte tenu de ses responsabilités, de ses rapports avec les Etats et de son rôle de représentation dans la sous-région.
5. Le maintien en poste de l'actuel Directeur, jusqu'à l'arrivée de son remplaçant.

---

## **ANNEXE II**

### **Quatorzième réunion du Comité intergouvernemental d'Experts du CDSR d'Afrique du Nord 26 - 30 juin 1998 Tanger, Maroc**

#### **ORDRE DU JOUR DE LA REUNION**

1. Ouverture de la réunion
2. Election du Bureau
3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
4. Rapports sur les activités du Centre :
  - 4.1. Suivi des recommandations de la 13ème réunion du CIE
  - 4.2. Activités opérationnelles
5. Etudes des conditions économiques et sociales en Afrique du Nord
6. Quelques questions d'intérêt pour la coopération et l'intégration régionales :
  - 6.1. Question du genre
  - 6.2. Gestion de la dette extérieure en Afrique du Nord
  - 6.3. Nexus : Sécurité alimentaire, population et environnement : Vers un cadre de politique sous-régionale.
7. Date et lieu de la 15ème réunion du CIE
8. Questions diverses
9. Adoption du Rapport
10. Clôture de la réunion

---

**ANNEXE III****Quatorzième réunion du Comité intergouvernemental  
d'Experts du CDSR d'Afrique du Nord  
26 - 30 juin 1998  
Tanger, Maroc****LISTE DES PARTICIPANTS****ALGERIE**

M. Mohamed Cherif Benerbaïha  
Directeur d'études chargé de la coopération  
Délégué à la Planification - El Biar  
Alger  
Tél.: (213 2) 92 21 17/ 92 27 70  
Fax: (213 2) 92 52 73

**EGYPTE**

Dr. Ali A. Soliman  
First Under-Secretary  
Ministry of International Cooperation  
Adresse: 12 Waked Str., Alfi, Cairo  
Tél.: (202) 59 13 370 / 59 22 142  
Fax: (202) 59 13 306

Dr. Mohamed Sayed Ali  
Director General of Economic Affairs  
Ministry of Agriculture  
Cairo  
Tél.: (002 02) 57 94 541

M. Adel El Kasabgui  
Under Secretary  
Ministry of Public Works and Water Resources  
Cairo  
Adresse: Imbaba, Giza  
Tél.: 31 27 410  
Fax: 31 23 242

M. Maher Mohamed Abdelaziz El-Sherif  
Second Secretary (Com.) - Commercial Representation  
Ministry of Trade

Adresse: 96 Ahmed Orabi St - El Mohandessin- Cairo  
Tél.: 34 71 890  
Fax: 34 51 840  
E-mail: M-EL-SHERIF@hotmail.com

M. Ezzat Ahmed Ahmed Abou El Ezze  
General manager - CBE

Adresse: 1 Alfy Street - Cairo  
Tél.: 59 17 983  
Fax: 59 01 776

Mlle Haidy Serry  
3ème Secrétaire  
Ambassade d'Egypte

Adresse: 31, rue Al Jazaïr - Rabat  
Tél.: (212 7) 73 18 33 / 34  
Fax: (212 7) 70 68 21

## **LIBYE**

M. Abdu Bari Zunni  
Director General of Planning Department  
Secretariat of Planning  
Sirte

Adresse: P.O.Box 600 - Tripoli  
Tél.: 218 54/ 60022  
Fax: 218 54/63166 ou 60022

M. Abdaslam Abonajha  
Economic Researcher  
Secretariat of Planning  
Sirte

Adresse: P.O.Box 600 - Tripoli  
Tél.: 218 54/ 60022  
Fax: 218 54/63166 ou 60022

M. F.M. Abou Saa  
Secretariat for Foreign Liaison  
Tripoli  
Tél.: 218 21 3334061

---

**MAROC**

M. Abdeslam Arifi  
Chef de Service ECOSOC  
Direction de la Coopération Multilatérale  
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération

Rabat

Tél.: (212 7) 66 00 58

Fax: (212 7) 76 55 08

M. Abdelhamid Chraïbi  
Chef de la Division de la Communication  
et de la Coopération au Ministère de la Prévision  
Economique et du Plan

Rabat

Adresse: B.P. 178

Tél.: (212 7) 76 01 04

Fax: (212 7) 76 00 67

M. Abdelali Eddebbagh  
Ingénieur Chef de Service de la Centralisation  
des Statistiques et de l'Information de la Dette  
Ministère des Finances  
Direction du Trésor et des Finances Extérieures  
Division de la dette extérieure

Rabat

Tél.: (212 7) 76 23 95

Fax: (212 7) 76 49 50

M. Mohamed Laaroussi  
Délégué du Ministère du Transport et  
de la Marine Marchande

Tanger

Adresse: rue n°2, villa n°20, Bella-vista - Malabata- Tanger

Tél.: (212 9) 34 04 56

Fax: (212 9) 34 27 71

M. Abdelaziz Maalmi  
Délégué Régional  
Ministère du Plan

Tanger

Tél.: (212 9) 94 08 93

Fax: (212 9) 94 03 64



M. Mohamed Mouhib  
Ingénieur-Chercheur  
Institut National de Recherche Agricole (INRA)

Rabat

Tél.: (212 7) 77 26 18

Fax: (212 7) 77 00 49

M. Abdelilah Ouaqouaq  
Chef de la Division Budget Economique  
au Ministère de la Prévision Economique et du Plan

Rabat

Tél.: (212 7) 76 54 37

Fax: (212 7) 76 45 76

**MAURITANIE**

M. Niang Idrissa  
Chef de Service des Etudes à la Direction  
de la Dette Extérieure  
Ministère des Finances

Nouakchott

Adresse: BP 5717

Tél.: (222) 255426

Fax: (222) 253114

**TUNISIE**

M. Abdelkrim Hajji  
Directeur  
Ministère du Développement Economique

Tunis

Adresse: Place de la monnaie

Tél.: (2161) 33 79 06

Fax: (2161) 35 12 79

**OBSERVATEURS**

**AOAPC**

M. Ali Ahmed Kurdi  
Administrative Officer

Tangier

Adresse: B.P.23

Tél.: (212 9) 94 37 79

Fax: (212 9) 94 37 79

M. Cheick Moktar Ould Sghair

Chargé de recherche

Tél.: (212 9) 94 37 79

Fax: (212 9) 94 37 79

### **AOAD**

M. Ahmed Abou Ayoub

Director Regional Office

Arab Organization for Agricultural Development

Rabat

Adresse: 17, rue Tiddas - Rabat Chellah

Tél.: (212 7) 76 74 76

Fax: (212 7) 76 04 06

E-mail: aodart@mtds.com

### **BID**

M. Ahmed Benali

Operations Officer

Banque Islamique de Développement

Bureau Régional de Rabat

Rabat

Adresse: 177, Av. Jean Kennedy - Rabat

Tél.: (212 7) 75 71 91 / 65 97 51

Fax: (212 7) 75 72 60

E-mail: isbd.rro@maghrebnet.net.ma

### **CAFRAD**

Mme Lizette Michael

Expert in Public Administration

Tanger

Adresse: Bd. Mohammed V - Pavillon international - B..P.310 - Tanger

Tél.: (212 9) 94 26 52/ 91

Fax: (212 9) 94 14 15

E-mail: CAFRADT@mail.sis.net.ma

### **FAO**

M. M. Rouighi

Représentant de la FAO

Rabat

Tél.: (212 7) 76 57 58 / 59

Fax: (212 7) 76 64 68

**NATIONS UNIES**

M. Bouna Sémou Diouf  
Représentant Résident du PNUD et Coordonnateur  
du Système des Nations Unies au Maroc

Rabat

Adresse: Angle Av.Moulay Hassan et rue Moulay Ahmed Loukili  
Casier ONU, Rabat-Chellah  
Tél.: (212 7) 70 35 55  
Fax: (212 7) 70 15 66  
E-mail: fo.mar@undp.org

Mme Laila Barakat  
Chargée des Relations Extérieures et de la Communication

Rabat

Adresse: Angle Av.Moulay hassan et rue Moulay Ahmed Loukili  
Casier ONU, Rabat-Chellah  
Tél.: (212 7) 70 35 55  
Fax: (212 7) 70 15 66  
E-mail: fo.mar@undp.org

**UMA**

M. Ahmed Srikah  
Chef de Division à la Direction des Affaires  
Politiques et d'Information  
Secrétariat Général de l'UMA

Rabat

Adresse: 27, rue Okba - Agdal - Rabat  
Tél.: (212 7) 77 26 82 - 77 26 68  
Fax: (212 7) 77 26 93

**UNCTAD**

M. Sinan Al-Shabibi  
Debt Management and Financial Analysis System (DMFAS)  
Division of Globalization and Development Strategies

Genève

Adresse: Palais des Nations, CH-1211 Genève 10, Suisse  
Tél.: (41-22) 90 75 854  
Fax: (41 -22) 90 70 045  
E-mail: INAN.AL-SHABIBI@unctad.org

---

**COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

M. Mourad Labidi

Conseiller Régional Principal

Addis Abéba

Tél.: (251 1) 51 10 51

Fax: (251 1) 51 10 51 ou 51 44 16

E-mail: Labidi@un.org

M. Ita Ekanem

Economiste Principal (Senior Economic Affairs Officer)

Division de la Sécurité Alimentaire et du Développement Durable

Addis Abeba

Tél.: (251 1) 51 62 30 or 51 72 00 Ext. 33425

Fax: (251 1) 51 44 16

E-mail: Ita\_Ekanem@un.org

**PERSONNES RESSOURCES**

M. Rafael Robles

Consultant

Adresse: COPEMED / FAO Alicante - Espagne

Tél.: 00346 59 09 313

Fax: 00346 59 09 318

E-mail: rafael.robles@ua.es

M. Hamid Imrani

Chef de Service des Analyses de Politiques

Ministère de l'Agriculture, du Développement

et des Pêches Maritimes

Tél. (212 7) 698427

Fax. (212 7) 698401

Rabat

M. M. Rachid Doukkali

Enseignant-chercheur

Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II

Rabat

Adresse: Av.Hassan II - B.P.6202 Rabat Instituts

Tél.: (212 7) 77 74 35

Mme Hassania Chalbi Drissi

Consultante

Adresse: 6 Rue Ali Ibn Abi Taleb - Menzah II - 1004 Tunis - Tunisie

Tél.: (216 1) 75 49 07

Fax: (216 1) 76 67 67

---

**SECRETARIAT DU CDSR-AFRIQUE DU NORD**

Adresse: Bd.Mohammed V- Pavillon international - B.P. 316 - Tanger  
Tél.: (212 9) 32 23 46/47  
Fax: (212 9) 34 03 57  
E-mail: [srdc@cybermania.net.ma](mailto:srdc@cybermania.net.ma)  
[uneca@cybermania.net.ma](mailto:uneca@cybermania.net.ma)

M. Ahmed Bahri  
Directeur

M. Patrick Bugembe  
Economiste principal

M. Soodursun Jugessur  
Expert chargé des questions de Science et Technologie

M. Oumar Marico  
Economiste

M. José Luis de Pedro  
Economist agricole

Mme. Aimée Andrianasolo  
Economiste

M. Thomas Goggin  
Chargé de l'Administration et des Finances

---

**ANNEXE IV****MOTION**

Le Comité intergouvernemental d'experts, réuni à Tanger du 26 au 30 juin 1998 a été informé du prochain départ à la retraite de M. Ahmed Bahri, Directeur du CDSR, après une longue carrière au sein de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique.

A cette occasion, le Comité :

- félicite M. Ahmed Bahri pour son action très positive au service de l'Afrique et en particulier au service de la coopération des pays de la sous-région Afrique du Nord;
- exprime à M. Bahri ses meilleurs vœux et espère qu'il pourra continuer à faire bénéficier de sa longue expérience sous des formes appropriées la coopération et la solidarité fraternelles entre les pays de la sous-région.

Tanger, 30 juin 1998

---

## ANNEXE V

### **Motion de remerciements à Sa Majesté Le Roi Hassan II du Maroc, au Gouvernement et au Peuple Marocains**

Les délégations des pays membres d'Afrique du Nord clôturant les travaux de la quatorzième réunion du Comité intergouvernemental d'experts du Centre régional de développement pour l'Afrique du Nord de la Commission économique pour l'Afrique (CEA/CDSR), tenue du 26 au 30 juin 1998 à Tanger (Maroc), ont l'honneur d'adresser à Sa Majesté le Roi Hassan II du Maroc, ainsi qu'au Gouvernement et au Peuple marocains, leurs plus vifs remerciements et leur gratitude pour la qualité exceptionnelle de l'accueil chaleureux qui leur a été réservé et pour toutes les facilités mises à la disposition du Comité au Palais Marshan de la ville de Tanger. Elles saisissent cette occasion pour renouveler au Royaume du Maroc leurs vœux de progrès et de prospérité.

Fait à Tanger le 30 juin 1998